



---

Conseil de sécurité

## Briefing MINUSMA

New York, le 27 janvier 2023

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Je remercie le Représentant Spécial du Secrétaire-général, El-Ghassim Wane et Madame Aminata Cheick Dicko, pour leurs exposés instructifs et je souhaite la bienvenue à Son Excellence, M. Abdoulaye Diop. Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali.

Le Mali est un pays prioritaire et partenaire de la coopération suisse depuis 1977, donc depuis plus de quarante ans. Active principalement dans les régions de Sikasso, Mopti et Tombouctou, la Suisse s'engage pour la lutte contre la pauvreté avec un accent sur l'éducation de base et le développement économique local, pour le respect des droits humains ainsi que pour une paix durable.

Le chemin vers cette paix est encore long. Et je saisi cette occasion pour dire que nos pensées sont avec toutes les familles des victimes, membres et soldats de la MINUSMA et population civile malienne. Nous saluons les mesures prises pour faire avancer la transition politique, notamment la promulgation d'une loi électorale, l'avant-projet de constitution et la mise à jour de la liste électorale. Il s'agit de progresser sur cette voie dans le cadre d'un processus inclusif, impartial, transparent et respectant les délais convenus. Nous encourageons les autorités à collaborer étroitement avec la CEDEAO et l'Union Africaine.

Permettez-moi de souligner quatre points clés:

Premièrement, la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation reste la pierre angulaire pour la paix, la démocratie et la prospérité au Mali. Un engagement continu des parties signataires pour relancer ce processus demeure crucial et urgent. Nous saluons les efforts entrepris par la Médiation Internationale en ce sens, et nous appelons à l'opérationnalisation rapide de la Commission ad hoc ainsi qu'à la reprise d'un dialogue régulier entre les parties. La Suisse est à disposition pour appuyer ces processus. Nous constatons des signes encourageants quant à la représentation et participation active des femmes. Leur inclusion à tous les niveaux de décision et l'intégration de leurs capacités et de leurs contributions dans tous les processus sont essentielles.

Deuxièmement, l'insécurité persistante, y compris la menace terroriste, est préoccupante. Les efforts de paix sont ébranlés par l'insécurité et les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, dont la population civile paie le prix fort. A cela s'ajoute l'impunité

qui contribue à la reproduction des cycles de violence. Le rapport du Secrétaire général nous apprend que des groupes armés non-étatiques, dont des groupes extrémistes violents, mais aussi des acteurs étatiques ainsi que du personnel de sécurité étranger, sont à l'origine de ces violations et abus. Afin d'assurer la protection de la population civile et de rétablir sa confiance dans les institutions maliennes, la Suisse appelle toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du DIH et des droits de l'homme.

Troisièmement, les besoins humanitaires, y inclus alimentaires, ont augmenté. L'insécurité et le changement climatique contribuent à aggraver la crise alimentaire et les déplacements forcés, qui conduisent à une situation sécuritaire encore plus précaire. Nous sommes inquiets que 1950 écoles restent fermées, affectant presque 590'000 enfants dans le centre et le nord du pays. L'avenir de ces enfants, en particulier celui des filles, est en jeu. Nous demandons à tous les acteurs de garantir et de protéger l'accès humanitaire et appelons la communauté internationale à répondre aux besoins humanitaires urgents.

Quatrièmement, la Suisse remercie le Secrétaire général pour la bonne revue interne de la MINUSMA, qui note que ses priorités stratégiques dans leur ensemble demeurent pertinentes. Indépendamment de la configuration future du mandat et de la mission, deux points nous semblent importants : Tout d'abord, pour accomplir son mandat et pour soutenir efficacement les efforts maliens, la MINUSMA doit disposer des ressources nécessaires. Elle doit, de concert avec les autorités maliennes, pouvoir créer et maintenir un environnement sécuritaire lui permettant d'opérer de manière effective. De plus, un rapport de confiance mutuelle entre le Mali et la MINUSMA doit être basé sur le respect des accords existants, notamment l'Accord sur le statut de forces. La liberté de mouvement de la mission est essentielle à l'accomplissement de son mandat. Les quatre paramètres identifiés par la revue interne pourraient constituer la base d'une relation stable et prévisible entre la mission et son pays hôte.

Monsieur le Président,

L'insécurité au Mali a un impact sur la stabilité régionale. Le soutien continu et uni de ce Conseil est crucial pour chercher une compréhension commune et, en collaborant avec les acteurs locaux et régionaux, pour améliorer la situation actuelle au Mali. La Suisse se réjouit de pouvoir y contribuer.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. Chairman,

I thank the Special Representative of the Secretary-General, El-Ghassim Wane and Ms. Aminata Cheick Dicko, for their informative presentations and welcome His Excellency, Mr. Abdou-laye Diop, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation of Mali.

Mali has been a priority and partner country for Swiss cooperation since 1977, so for more than four decades. Active mainly in the regions of Sikasso, Mopti and Timbuktu, Switzerland is committed to the fight against poverty, with an emphasis on basic education and local economic development, to the respect of human rights and to lasting peace.

There is still a long way to go towards this peace. And I take this opportunity to say that our thoughts are with all the families of the victims, members and soldiers of MINUSMA and the

Malian civilian population. We welcome the steps taken to advance the political transition, including the enactment of an electoral law, the draft constitution and the updating of the electoral list. This should be taken forward in an inclusive, impartial, transparent and timely process. We encourage the authorities to work closely with ECOWAS and the African Union.

Let me highlight four key points:

First, the implementation of the Peace and Reconciliation Agreement remains the cornerstone for peace, democracy and prosperity in Mali. A continued commitment by the signatory parties to revive this process remains crucial and urgent. We welcome the efforts undertaken by the International Mediation in this direction, and we call for the rapid operationalisation of the ad hoc Commission as well as the resumption of regular dialogue between the parties. Switzerland is ready to support these processes. We see encouraging signs of women's active representation and participation. Their inclusion at all levels of decision-making and the integration of their capacities and contributions in all processes are essential.

Secondly, persistent insecurity, including the threat of terrorism, is a concern. Peace efforts are undermined by insecurity and violations of international humanitarian and human rights law, for which the civilian population pays a high price. In addition, impunity contributes to the reproduction of cycles of violence. In order to ensure the protection of the civilian population and to restore their confidence in the country's institutions, Switzerland calls on all parties to respect their obligations under IHL and human rights law.

Third, humanitarian needs, including food needs, have increased. Insecurity and climate change are contributing to a worsening food crisis and forced displacement, leading to an even more precarious security situation. We are concerned that 1950 schools remain closed, affecting almost 590,000 children in the centre and north of the country. The future of these children, especially girls, is at stake. We call on all actors to guarantee and protect humanitarian access and on the international community to respond to urgent humanitarian needs.

Fourth, Switzerland thanks the Secretary-General for the good internal review of MINUSMA, which notes that its overall strategic priorities remain relevant. Regardless of the future configuration of the mandate and the mission, two points seem important to us: First, to fulfil its mandate and to effectively support Malian efforts, MINUSMA must have the necessary resources. It must, together with the Malian authorities, be able to create and maintain a security environment that allows it to operate effectively. In addition, a relationship of mutual trust between Mali and MINUSMA must be based on respect for existing agreements, including the Status of Forces Agreement. The mission's freedom of movement is essential for the fulfilment of its mandate. The four parameters identified by the internal review could form the basis for a stable and predictable relationship between the mission and its host country.

Mr. Chairman,

The insecurity in Mali has an impact on regional stability. The continued and united support of this Council is crucial to seek a common understanding and, by working with local and regional actors, to improve the current situation in Mali. Switzerland looks forward to contributing.

I thank you.